

La remontée en puissance en Europe : objectif 2%

Par SAFRAN

Les menaces qui pèsent sur l'Europe et ses alliés font du renforcement des moyens de la défense européenne une priorité absolue. Formulé au sommet de l'OTAN de Newport, l'objectif de 2% des budgets nationaux européens alloués à la Défense (contre 1,5% aujourd'hui en moyenne) constitue ainsi une exigence vitale au sens propre du terme. Il est d'autant plus urgent d'agir que ces budgets ont, depuis 30 ans, joué le rôle de variables d'ajustement des dépenses des Etats de l'Union. Les crises financières de 2008 puis de 2010 ont accéléré ce mouvement. Ainsi, au final, en France, le budget de défense a reculé de 20% depuis 1990 en euros constants.

Pour répondre aux besoins de sécurité collective qu'il doit servir, ce renforcement des moyens alloués à la Défense doit s'accompagner d'une hausse des dépenses dans les équipements, objectif que stipule également la déclaration finale du sommet de l'OTAN de Newport en 2014 et celui de Varsovie en 2016.

Pour préserver notre autonomie stratégique, les budgets de la R&T doivent également être tout particulièrement renforcés. Depuis 10 ans, ces budgets, pourtant indispensables à la préparation du futur, baissent dans presque tous les pays de l'Union alors même que des ruptures technologiques apparaissent dans de nombreux domaines et que notre outil industriel court un risque réel de décrochage. A titre de comparaison, notons que le budget de Défense des Etats-Unis est deux fois supérieur à celui de l'Union, trois fois supérieur en matière d'équipement...et six fois supérieur pour ce qui est de la recherche ! Quant aux pays émergents, ils sont sur le point de rattraper l'UE en matière de dépenses militaires.

Indispensable à notre sécurité collective et à notre autonomie stratégique, ce rehaussement des budgets de défense se justifie également par des raisons économiques. L'industrie de défense européenne, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 100 milliards d'euros en 2015 et assure un tiers de la production mondiale, est un atout majeur pour la croissance du continent. La défense européenne peut en effet compter sur des grands Groupes qui sont des champions mondiaux mais aussi sur un dense tissu de PME/PMI/ETI innovantes. Ainsi, l'industrie européenne de Défense représente aujourd'hui environ un million et demi d'emplois directs et indirects. En limitant leurs investissements dans ce secteur, les Etats feraient courir à l'Europe le risque d'une suppression massive d'emplois à forte valeur ajoutée et de fragiliser des territoires entiers spécialisés dans cette industrie de pointe qu'est l'industrie de l'armement.

S'il devait se prolonger, le sous-investissement actuel en matière de défense européenne risquerait également d'engendrer la perte de compétences acquises dans la durée. Ces compétences contribuent à l'excellence industrielle européenne au sens large. L'industrie européenne de Défense développe en effet des technologies qui ont des retombées considérables dans le domaine civil, comme le démontrent les cas de l'informatique, de l'aéronautique commerciale, du spatial ou encore du nucléaire. A l'avenir, d'autres innovations venues du militaire sont susceptibles de changer notre vie quotidienne et de générer des pans entiers, encore insoupçonnés, de l'économie de demain.

Bien sûr, le renforcement des budgets de défense européens ne se fera pas facilement ni de lui-même, surtout dans le contexte actuel... La volonté de hisser tous les budgets à 2% des dépenses nationales se heurte pour l'instant à la disparité des pays européens sur les plans militaire, géopolitique et économique. Pour que ce rehaussement crée de l'activité et de l'emploi en Europe, il faudra également que les Etats membres parviennent à harmoniser leur politique d'achat. Trop souvent, chaque pays veut son hélicoptère, son avion de transport ou de chasse à lui. Au-delà des problèmes d'interopérabilité décrits par les forces armées sur les terrains d'opération, cette multiplicité incontrôlée de spécifications empêche la constitution de séries et augmente ainsi les coûts unitaires et les frais de programme tout en faisant obstacle à l'export.

Mais renforcer les budgets de défense à l'échelle européenne apparaît malgré tout comme un préalable incontournable à la constitution d'une industrie européenne de Défense cohérente et solide. Investir dans la défense, c'est doter l'Europe des moyens d'assurer sa sécurité et de s'adapter à des menaces multiples et

changeantes. C'est honorer l'ambition industrielle et technologique de l'Union en donnant de la visibilité à l'ensemble des acteurs de la défense. C'est contribuer à la vitalité d'un continent dont l'avenir, ô combien incertain en ces heures où l'Europe doute plus que jamais d'elle-même, a besoin de la mobilisation de toutes ses forces vives.